

Catholique et libéral : les raisons morales d'une économie libre

Article rédigé par , le 06 septembre 2019

Le postulat de départ de l'ouvrage est provocateur : seul le système économique capitaliste est vraiment à même de venir en aide aux plus pauvres par les richesses collectives et individuelles qu'il permet de créer.

Robert Sirico, prêtre catholique de son état, reprend ainsi un principe déjà énoncé sous d'autres formes par Alexis de Tocqueville dans son *Mémoire sur le paupérisme* : «Tout système régulier, permanent, administratif, dont le but sera de pourvoir aux besoins du pauvre, fera naître plus de misères qu'il n'en peut guérir, dépravera la population qu'il veut secourir et consoler, réduira avec le temps les riches à n'être que les fermiers des pauvres, tarira les sources de l'épargne (...) et finira par amener une révolution violente dans l'État, lorsque le nombre de ceux qui reçoivent l'aumône sera devenu presque aussi grand que le nombre de ceux qui la donnent, et que l'indigent ne pouvant plus tirer des riches appauvris de quoi subvenir à ses besoins trouvera plus facile de les dépouiller tout à coup de leurs biens que de demander leurs secours» (*Mémoire sur le paupérisme*, in *Mélanges*, O.C. XVI, p. 138). Par essence, ce serait le système capitaliste et libéral qui « aiderait » le mieux les pauvres, les régimes socialistes ou apparentés, qui se donnent comme objectif de réduire cette pauvreté, n'aboutissant qu'à l'échec en la matière.

L'auteur vient des Etats-Unis, ce qui affecte nécessairement son argumentation : rares sont les Français qui s'aventurent sur le terrain miné de ces théories. Le cercle vertueux que vante Robert Sirico est permis par le bon usage de la liberté, dont aujourd'hui, dans nos sociétés occidentales, l'Etat-providence omniprésent veut priver la personne, l'empêchant de poser par elle-même ses choix moraux ou religieux, mais aussi économiques. Il ré-enracine ces constats dans la foi. Ainsi, le « tu ne voleras pas » ne peut s'expliquer sans l'existence légitime d'un droit de propriété.

La liberté pousse à l'entreprise, permettant la prospérité individuelle, donc collective. Ce qui est valable à l'échelle des individus l'est ô combien plus à l'échelle des Etats : l'administration de milliards d'aide au développement ne permettra aux pays les plus déshérités d'espérer sortir de la misère. La dignité d'un homme, comme celle de d'une société, réside dans sa capacité à se construire lui-même son propre avenir, à « s'en sortir » par lui-même, pour peu qu'il ait la liberté de le faire. La ligne par Robert Sirico ainsi tracée paraît si simple... Trop simple ? C'est le genre de simplicité qu'il est parfois agréable de lire et d'entendre.